



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Suite aux événements survenus lors du match Reims/Bastia le 13 février 2016 et aux déclarations mensongères de divers protagonistes, il est nécessaire de clarifier certains points :

- les forces de l'ordre sont accusées de diverses exactions alors même que l'enquête judiciaire est en cours. Il convient de rappeler que le principe de présomption d'innocence est un principe applicable à tous, et que la justice permettra de déterminer les responsabilités de chacun, de façon impartiale.

- la Police Nationale est assimilée à une « milice » alors même que les fonctionnaires de tout le territoire sont mobilisés encore plus fortement depuis les attentats de janvier pour la sécurité de tous les citoyens. Ces propos sont inacceptables, la Police Nationale étant une institution au service de l'État et de l'ensemble de la population.

- la Police Nationale est accusée d'avoir mis en place un guet-apens envers les supporters bastiais alors même que les forces de l'ordre ont mis tout en œuvre pour le maintien de la paix publique, y compris avec le transporteur des supporters visiteurs, pour faciliter leur retour dans des conditions optimales. Si la majorité des supporters corses est repartie sans difficulté aucune, les forces de l'ordre ont été confrontées à une minorité de supporters ultras bastiais organisés et déterminés à chercher la confrontation avec les supporters rémois et avec les forces de police.

Il est à noter que depuis deux saisons de ligue 1, une prise en compte particulière de ces groupes de supporters ultras est devenue indispensable. En effet, leur comportement habituel et récurrent consiste en la commission de voies de fait et en une opposition systématique aux forces de l'ordre lors de leurs déplacements, sur l'ensemble du territoire.

De façon factuelle, cette frange de supporters ultras bastiais présents ce soir-là a commis des actes hautement répréhensibles, parmi lesquels les plus graves sont:

- l'utilisation de « bombes agricoles » en pleine ville créant un effet de panique auprès de la population vu le contexte national actuel ;
- l'utilisation de fumigène en tir tendu en direction des forces de l'ordre.

De façon certaine :

- nous assurons de notre soutien les collègues et les autorités impliqués dans l'événement;
- nous déplorons la position ambiguë et précipitée de certains élus de la République sans attendre d'éléments vérifiés créant ainsi un doute sur la crédibilité de la Police nationale ;
- nous dénonçons les accusations à l'encontre des forces de police et les propos diffamatoires tenus (« milice », « police raciste »...)
- nous rappelons que les forces de l'ordre ont montré sur cet événement et montrent quotidiennement un sang froid exceptionnel dans des situations délicates où elles sont de plus en plus confrontées à des atteintes à leur intégrité morale et physique, en veillant au maintien de la paix publique et en assurant la sécurité des citoyens.

Les résultats des enquêtes judiciaires permettront d'identifier les responsabilités de chacun et de vérifier la véracité des propos tenus.

Dans cette attente, il n'est pas acceptable que l'honneur, le professionnalisme et le travail quotidien de la Police Nationale soient mis en cause.